

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 DIJON

DIJON, le 04/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **EDIB**

5, Boulevard de Beauregard  
Zone Industrielle  
21600 LONGVIC

Code AIOT : 0005402664/2023-125

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2023 dans l'établissement EDIB implanté 5, Boulevard de Beauregard Zone Industrielle 21600 LONGVIC. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDIB
- 5, Boulevard de Beauregard Zone Industrielle 21600 LONGVIC
- Code AIOT : 0005402664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'activité de la société EDIB est le traitement et la valorisation des déchets dangereux.

EDIB prend en charge les déchets industriels dangereux, qui en raison de leurs compositions ou de leurs propriétés, présentent un danger pour la santé humaine ou pour l'environnement. Ce type de

déchets subit sur site, différents traitements pour en maîtriser la toxicité, confiner les polluants et valoriser la fraction recyclable lorsque cela est possible.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale 2023 : Accidentologie SEVESO

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - x le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - x les observations éventuelles ;
  - x le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - x le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Recensement des événements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
4	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet
5	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'établissement EDIB vise à contrôler la gestion de l'accident, notamment à travers le système de gestion de la sécurité (SGS). Il a été constaté que l'exploitant n'a pas mis en place toutes les procédures nécessaires pour permettent d'encadrer l'enregistrement et les suivis des événements sur le site. La transmission d'informations concernant les événements survenus sur le

site est effectuée à travers 5 fichiers différents. La grille de cotation de gravité des événements présentée par l'exploitant ne correspond pas aux exigences de l'article R512-69 de CE.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Existence SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
<b>Constats :</b> <u>Questions posées :</u> Les procédures du SGS s'appliquent-elle à l'ensemble du site ? Existe-t-il un tableau de suivi des événements du site ?  <u>Réponse de l'exploitant :</u> Le manuel SGS a été modifié en juin 2022 suite à l'inspection précédente (AN Sous-traitance - SGS). Le champ d'application de ce document correspond au périmètre de l'autorisation accordée par l'arrêté préfectoral du 22 mars 2021.  L'exploitant a présenté 5 différents fichiers de suivi des événements sur son site:  <ol style="list-style-type: none"><li>1) départ d'incendie ;</li><li>2) "Stat HSE" : regroupant les accidents corporels ;</li><li>3) déversements accidentels ;</li><li>4) débordements des cuves ;</li><li>5) fichier de l'application APIA (logiciel interne), qui reprend certains événements sur les 4 listes précédentes et en contient d'autres de différentes natures ;</li><li>6) liste GMAO qui couvre les suivis de maintenance y compris pour les pannes des MMR.</li></ol> Au vu du nombre de fichiers, il convient que l'exploitant engage une réflexion pour réduire le nombre de fichiers afin d'améliorer le suivi.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Recensement des événements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des performances
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Questions posées :</u></p> <p>Quelle organisation/procédure est mise en place pour détecter et faire remonter les incidents/accidents ? A qui cela est-il remonté ?</p> <p>Qu'est-il prévu pour inciter à la remontée des informations par tous les personnels ?</p> <p>Comment sont discriminés (hiérarchisés) les événements ? Cela permet t'il d'identifier les accidents majeurs ? Est-ce que les critères de l'échelle européenne sont utilisés ? Prise en compte de la sollicitation ou des dysfonctionnements de MMR/MMRi ?</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u></p> <p>Il existe des fiches d'instruction de conduite à tenir dans différentes situations, comme :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• incendie (fiche F74P34-03 12-2020) ;</li> <li>• déversement accidentel (fiches F67P34-04 12-2020) ;</li> <li>• accident corporel (fiche F73P34-03 12-2020)</li> </ul> <p>Ces fiches ne précisent pas l'organisation qui doit être mise en place pour tracer ces événements (enregistrement de l'événement, qui informer de l'événement, quel est le délai d'enregistrement ou de traitement, etc)</p> <p>Le logiciel APIA permet de choisir entre 4 niveaux de priorisation des actions à mener suite aux événements entre "prioritaire", "majeur", "mineur" et "souhaitable". Ces notions sont bien définies dans la procédure "traitement des non-conformités et actions d'amélioration" P41-05 05-2022.</p> <p>Il n'existe pas de procédure spécifiant les étapes à suivre pour une situation d'urgence. Seuls les responsables et chefs d'équipes ont les droits d'écriture pour l'enregistrement des événements.</p> <p>Par sondage, l'Inspection a vérifié l'enregistrement d'un événement, dans le fichier APIA, survenu le 12/09/2022. Il s'agit d'un départ de feux sur le broyeur (événement non déclaré à l'Inspection). Cet événement a débouché sur 3 actions, dont une est marquée terminée à date du 02/12/2022. L'action, selon le fichier, consisterait au déplacement d'un seul détecteur de flammes dans le hall. L'inspection a vérifié cette action sur le terrain et il s'agirait plutôt d'une intervention sur trois différents détecteurs dans le hall1.</p> <p><u>Non-conformité n°1 :</u></p> <p>Aucune procédure ne décrit l'enregistrement et le suivi des événements. L'exploitant ne précise pas de délai d'enregistrement des événements.</p> <p><u>Non-conformité 2 :</u></p> <p>Les actions enregistrées doivent correspondre aux actions réalisées sur le terrain.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### **N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p><u>Questions posées :</u></p> <p>Quelle organisation est mise en place pour analyser les anomalies et défaillances ?</p> <p>Quelle méthode est utilisée pour identifier les causes ?</p> <p>Comment sont définies les mesures à mettre en place et comment le suivi de la mise en place des ces mesures est-il réalisé?</p> <p>Quel moyen est mis en place pour s'assurer que les mesures mises en place sont efficaces et connues des opérateurs ?</p> <p>Y a-t-il une réévaluation des mesures programmées après un délai défini au moment de l'analyse de l'anomalie / la défaillance ?</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u></p> <p>Les événements liés aux MMR sont enregistrés sur le fichier de logiciel GMAO.</p> <p>Ce fichier est accessible sur le réseau, le responsable maintenance ainsi que le chef d'équipe ont les droits d'écriture. Il n'est pas spécifiquement dédié aux MMR mais de façon générale il contient tous les événements gérés par l'équipe maintenance (y compris les interventions des sous-traitants).</p> <p>Par sondage, l'Inspection a vérifié l'enregistrement de deux évènements :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) La panne de la pompe diesel faisant partie du système sprinklage. L'enregistrement et l'intervention ont eu lieu le 13/12/2022, mais on ne connaît pas la date exacte de la panne ;</li> <li>2) La fuite sur une vanne faisant partie du système sprinklage destiné au broyeur A3.</li> </ol>

L'enregistrement et l'intervention ont eu lieu le 25/10/2022, mais on ne connaît pas la date exacte d'apparition de la fuite

Le logiciel GMAO permet de suivre l'avancement sur les travaux à effectuer en cas de maintenance ou de réparations sur les MMR. En revanche, l'exploitant ne précise pas la date de l'évènement et il manque une procédure écrite.

Non-conformité 3 :

Aucune procédure ne décrit l'enregistrement et le suivi des évènements concernant les MMR. L'exploitant ne précise pas de délai d'enregistrement des évènements et n'indique pas la date de l'évènement.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet



## **N° 4 : Audits et revues de direction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Questions posées :</u></p> <p>Quelle est l'organisation mise en place et quelles sont les procédures pour permettre l'évaluation périodique et systématique de la PPAM et l'atteinte des objectifs ?</p> <p>Une organisation spécifique a-t-elle été mise en place concernant le contrôle des objectifs et procédures?</p> <p>Quelles « corrections » sont apportées en cas de non-respect des objectifs et de la politique définie?</p> <p>Des indicateurs ont-ils été définis pour suivre et évaluer le respect des objectifs?</p> <p>La dérive des indicateurs implique-t-elle des mesures correctives?</p> <p>La communication interne de ses indicateurs est-elle assurée, vers qui, comment?</p> <p>Est-ce que des audits ont été réalisés sur la gestion des accidents / incidents / défaillances ou anomalies des MMR ?</p> <p><u>Réponse de l'exploitant :</u></p> <p>La PPAM date du mois de septembre 2017 et il est spécifique au site de LONGVIC. L'évaluation périodique de la PPAM et du SGS est réalisée à travers les revues de direction.</p> <p>La dernière revue de direction date du 1er mars 2023. Le rapport a été présenté à l'Inspection. Il n'appelle pas de remarque.</p> <p>Certaines procédures SGS ont été revues en 2022 suite à l'inspection précédente.</p> <p>Le processus des audits est intégré dans le système SGS et décrit dans le paragraphe "Audits internes". L'audit interne a lieu tous les 2 ans.</p> <p>La procédure P25-06 02-2022 "Audit interne" du système de gestion précise les modalités des audits.</p> <p>Le dernier audit date du 15 juillet 2021. Le destinataire du rapport d'audit est le Directeur du site et le responsable QHSE.</p> <p>Le rapport d'audit fait mention de 5 remarques, pour lesquelles les actions suivantes ont été définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 actions prioritaires (à traiter dans 3 mois selon la procédure P41-05 05-2022) ;</li> <li>• 2 actions majeures (à traiter dans 6 mois selon la procédure P41-05 05-2022) ;</li> <li>• 1 action mineure (à traiter dans 9 mois selon la procédure P41-05 05-2022).</li> </ul> <p>Les actions à réaliser, suite à cet audit, sont rentrées dans l'APIA (logiciel de suivi). Un échéancier est prévu pour chaque remarque. Il est constaté, que pour certaines actions, les délais sont déjà dépassés, comme la rédaction de consignes de dépôt.</p> <p><u>Non-conformité 4 :</u></p>

Les délais définis par l'exploitant dans ces procédures SGS doivent être respectés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Information de l'ICC des accidents/incidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
<b>Constats :</b> <u>Questions posées :</u> Quelle organisation est mise en place pour informer l'IIC d'un événement (incident/accident/...) ? Quels sont les critères définis pour cette information ? Quels sont les critères définis par l'exploitant pour déclencher l'envoi d'un rapport d'accident ? Quelle organisation est mise en place pour analyser les événements ? Quelle méthode est utilisée pour identifier les causes ? Comment sont définies les mesures à mettre en place et comment le suivi de la mise en place des ces mesures est-il réalisé?  <u>Réponses de l'exploitant:</u> Il n'existe pas de procédure qui décrit les modalités de communication et de reporting. L'exploitant a procédé à la déclaration de certains événements survenus au cours des 3 dernières années (par exemple l'incident du 29 juillet 2020 : l'alarme incendie sur la zone locale TGBT1 du local électrique). L'exploitant a présenté à l'Inspection un modèle de fiche "SARPI Accident/Incident Industriel Significatif" pour un événement survenu le 21 février 2022 (dégagement d'odeur d'acrylate d'éthyle à l'extérieur du site). Ce modèle définit un coefficient de gravité (entre 1 et 4) et indique qui doit être renseigné au sujet de l'événement (en l'occurrence uniquement les réseaux sociaux et la presse). En revanche, la signification du coefficient de gravité (entre 1 et 4) n'est pas définie.  L'organisation mise en place sur le site ne permet pas de s'assurer que les incidents et les accidents soient déclarés conformément à l'article R512-69 du Code de l'environnement.  <u>Demande de compléments 1 :</u>  Il convient que l'exploitant mette en place une organisation qui permette de répondre aux obligations de déclaration des incidents et accidents conformément à l'article R512-69 du Code de l'environnement
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet